

que nous avons encore en France à l'époque. Et lui a jugé l'histoire du moucheron bien plus vraisemblable que celle des tomates. Finalement, on n'a jamais eu le fin mot ni de l'une, ni de l'autre. C'est regrettable, bien sûr, d'autant que je n'ai jamais réussi à me faire une « opinion ». Mais au passage, j'avais appris qu'en Europe, on obligeait les agriculteurs à badigeonner la colonne vertébrale de leurs vaches avec un produit

chimique ultra-toxique pour éradiquer un moucheron dont le seul tort était de percer des trous minuscules nuisibles à l'industrie du gant et non à la santé bovine. Et qu'en Espagne, on se livrait à des expériences clandestines en déversant du haut d'un avion des tonnes d'un autre produit chimique non autorisé.

Et là ce sont des faits, non des opinions.

Le débat

Ruth Stegassy

Une question de curiosité à Marie Christine Blandin. Je suis souvent allée dans les colloques qui sont organisés au Sénat et qui sont pour la plupart remarquables. Il n'y a jamais aucun parlementaire. Pourquoi ? Comment peut-on les y faire venir ?

Marie Christine Blandin

Là, je vais prendre la défense des parlementaires. Moi qui suis très fière de ne pas cumuler les mandats, je suis catastrophée du nombre de choses que je n'arrive pas à suivre. Pendant que se déroule la discussion de la loi sur les retraites, il y aura une réunion de l'OPESCT et une réunion de la commission de la Culture à laquelle j'appartiens pour auditionner Frédéric Mitterand. Alors vous imaginez ce qui se passe pour les parlementaires qui cumulent les mandats.

Il y a donc un véritable enjeu démocratique dans la réorganisation du règlement des assemblées. Bien évidemment la propension de notre président à déposer un projet de loi tous les matins n'arrange rien à la situation. Il y a donc une délégation de temps et de part de cerveau qui est tout à fait préjudiciable au fonctionnement démocratique de nos assemblées.

Edwy Plenel

Après vous avoir écoutées, je voudrais préciser que quand j'ai cité Allègre, ce n'était pas pour dire qu'il faut être médecin pour parler de médecine ou physicien pour parler de physique mais plutôt pour réfléchir à la façon d'inventer les moyens de discuter rationnellement des conditions de production de transmission et de discussion des vérités factuelles. Pour nous journalistes, c'est capital, car le journalisme français est surtout un journalisme d'opinion. A ce propos, la révolution numérique est une bonne nouvelle car elle casse cette logique puisque le public du numérique peut se réapproprié une liberté que les journalistes avaient un peu confisquée. La vraie compétence des journalistes c'est la production d'informations. Ensuite de quoi, à

l'égal des citoyens, il peuvent évidemment donner leur opinion, mais ce n'est pas leur spécificité.

En ce sens, l'éloge des éditorialistes par Allègre est l'éloge d'un journalisme d'opinion, et si j'insiste sur ce point c'est que de la même manière que Marie Christine Blandin nous a montré la nécessité de réappropriation d'une culture démocratique, d'un réflexe démocratique dans les pratiques parlementaires, il nous faut dans le domaine qui nous occupe aujourd'hui, créer ou recréer une sorte d'écosystème démocratique dont le journalisme « d'opinion » cher à Allègre est évidemment éloigné.

Questions et commentaires

- *Il faut tenir compte du fait que les grosses entreprises fonctionnent en fonction de critères très particuliers (brevetabilité, profit immédiat, obsolescence planifiée, imposition sur le marché, minimisation des coûts de recherche, etc.) qui ne rejoignent pas l'intérêt général mais ceux de certains chercheurs (profit personnel, start up, légitimation du travail, etc.).*
- *Dire comme le fait Edwy Plenel que les faits parlent d'eux mêmes est caricatural. Parce que la science ne produit pas des faits mais des connaissances et que ces connaissances sont complexes et parfois contradictoires. Le problème de l'expertise est donc de prendre des décisions en incertitude. Par conséquent ce qu'on a entendu sur le mode « on fait donner un expert pour et un contre et le bon peuple décide » n'a rien à voir avec la réalité des problèmes à régler. Comme si pour vous, il y avait des méchants et des bons. C'est passer à côté des vraies questions. Et puis a t'on voté pour internet ou la voiture ? Le bon peuple n'en a pas discuté démocratiquement mais est-ce mauvais pour autant ?*

Marie Christine Blandin

Je voudrais d'abord dire à propos du caractère caricatural que vous attribuez à nos propos que votre affirmation « la recherche produit de la connaissance » c'est bien entendu ce dont on rêve, mais on est loin de la coupe aux lèvres, puisque le financement de la recherche va de plus en plus à l'application et pas à la connaissance. Un exemple, celui de la recherche sur les médicaments. où plus de 60 % des fonds distribués vont vers le flaconnage et le marketing. : on est bien loin de la connaissance ! D'autre part vous savez bien, et Benjamin Dessus l'a dit, qu'on dispose de toute une série de connaissances en amont des recherches appliquées qui permettraient d'apporter une expertise sur les applications (la question des très faibles réserves de lithium et de politique industrielle associée pour les véhicules électriques, les risques liés à la dispersion du mercure pour les lampes basse consommation, etc.). La question principale à laquelle nous sommes confrontés finalement n'est donc pas tant la question des bons et des méchants mais bien le réflexe de défense corporatiste d'organismes officiels comme l'Académie des sciences par exemple devant le questionnement des citoyens sur les nouveaux avatars comme les OGM, les nanotechnologies, etc.

Nous exigeons simplement d'être entendus avec la même légitimité qu'eux, en tant qu'enfants des lumières, tout comme eux, et d'avoir de vrais débats sur ces questions alors que nous les avons pris la main dans le sac, avec la publication, par exemple, de faux rapports sur le nuage de Tchernobyl s'arrêtant à nos frontières, rédigés par le professeur Pellerin lui-même et signés par les académiciens. Et nous pouvons en apporter les preuves puisque le professeur Pellerin avait été mis sur écoute par Mme Berthela Joffroy, juge du pôle santé.

Edwy Plenel.

Derrière la provocation, la question posée me semble centrale. Qu'est ce que c'est qu'un espace public démocratique et ses conditions d'émergence ? Cela veut dire que ce « n'importe qui » de la promesse démocratique déjà explicité plus haut et qui est au cœur de la radicalité démocratique, véritable provocation pour chacun d'entre nous, doit être défendu en face de pouvoirs toujours renouvelés, post modernes, de nature oligarchique, qui derrière un vernis de démocratie, confisquent cet espace du débat, en jouant sur la puissance, le mensonge, la communication, etc. Et c'est pour cela que l'affaire Allègre ne doit pas être balayée d'un revers de main. Les avant-gardes politiques ont aussi fonctionné comme des experts du corps social et comme prescripteurs et on a bien vu ce que cela a donné.

Nous avons donc devant nous une vraie question d'invention démocratique qui nous interpelle (savants comme journalistes).

Le second point que je voudrais signaler est que je n'ai jamais dit que les faits parlaient d'eux mêmes. J'ai dit par contre que la production de ces vérités de faits était fondamentale et porteuse de questionnements et crée le rassemblement démocratique autour d'une ou plusieurs questions, justice fiscale, fonctionnement de la justice, etc. par exemple pour l'affaire Bettencourt.

Troisième point sur lequel j'insiste, l'enjeu du numérique qui est la troisième révolution industrielle, ce numérique qui fait souvent peur au pouvoirs. Il y a dans Internet en effet une opportunité de partage des ressources, de confiance (chacun se met au risque du débat), qu'on peut mettre en parallèle de l'opportunité que représentaient les universités populaires qui sont contemporaines de la presse de masse à la fin du 19^{ème} début du vingtième siècle, universités qui se sont créées à l'initiative d'un monde intellectuel français qui se disait que l'émergence de cette presse pouvait se révéler dangereuse pour la démocratie sans une capacité parallèle de partage des connaissances par les citoyens.

Questions et commentaires

- *Nous avons entendu le mot de confiance. En tant que journaliste c'est un mot qui compte pour moi, le besoin de confiance dans nos sources est en effet essentiel. J'imagine qu'il en est de même pour les chercheurs vis-à-vis des journalistes. Il serait intéressant de s'y arrêter un instant.*
- *Un second point concerne le « divertissement ». En effet dans les rédactions, bien souvent c'est le mot d'ordre : on n'est pas là pour en mettre plein la tête. Comment faire pour résister à cette logique du divertissement dans la presse ?*
- *La nature des sujets retenus par les rédactions répond à des modes, le mimétisme est frappant, il est très difficile de parler d'un sujet si les autres média n'en parlent pas. Et réciproquement. Ce mimétisme a joué un rôle majeur dans l'affaire Allègre. Comment faire pour l'éviter ?*
- *De la même façon, la vogue journalistique du véhicule électrique provient en partie du « coup politique » de Ségolène Royal dans sa région, qui n'a aucun rapport sérieux avec une analyse quelconque des caractéristiques environnementales de ce véhicule.*
- *Élu dans une communauté de communes rurales, je connais bien le problème de l'incertitude qu'il faut bien gérer tous les jours. Il nous faut repérer au mieux et collectivement les éléments du bien commun. Peut-être pourrions nous nous inspirer de l'expérience de gestion des controverses scientifiques. Et nous avons aussi, comme le soulignait Ruth Stégassy, des problèmes de langage commun et de médiation.*

- ***La question du secret qui très souvent empêche tout débat n'a pas été évoquée. Pourtant une partie des problèmes traités cet après midi tournent autour de cette question du secret, institutionnel en particulier. J'aimerais qu'on s'y arrête un instant. Même chose pour d'autres secrets, secret des données, secret fiscal etc.***

Ruth Stegassy

Comment contrer la menace du divertissement ? Nous en sommes tous victimes et nous ne pouvons que tenter patiemment d'y résister. Quant au secret, je me demande si ce n'est pas une autre façon de parler des choses dont nous avons débattu. Quand on pense par exemple au secret défense, poussé si loin dans le cas du nucléaire que le fait même de prononcer le mot nucléaire semble mettre en danger la sécurité nationale, quand on pense au secret invoqué autour des tests réellement pratiqués dans les domaines des OGM, on peut se poser des questions. En fait c'est bien souvent l'appropriation de l'information à des fins économiques ou à des fins de pouvoir qui est derrière ce secret invoqué sous des prétextes d'intérêt commun.

Marie Christine Blandin

Les encouragements à la brevetabilité et à la rentabilité renforcent la notion de secret pour les laboratoires. Mais le secret est antinomique de l'interdisciplinarité et l'on sait pourtant bien que l'avenir est justement dans cette interdisciplinarité si l'on veut exercer les bons choix démocratiques. Dans les nanomatériaux par exemple, c'est le rangement des atomes qui compte et pas tant leur nature chimique. Et comme il y a des enjeux économiques importants, il y a du secret et donc pas de nomenclature. Du coup les toxicologues sont plus ou moins mis en échec.

A propos du divertissement, regardez bien ce qui va se passer avec la fusion du Palais de la découverte et de la Cité des sciences sous le nom « UNIVERSSCIENCE ». Le Palais de la découverte, c'était le plaisir d'apprendre dans la rigueur, et la Cité, le strass et les paillettes pour attirer vers la science. Mais derrière cette fusion, il y a la suppression de la ligne budgétaire de la cellule culture scientifique du ministère de la recherche qui, pourtant, avait un rôle majeur pour la décentralisation. Tout est passé au nouvel organisme. C'est comme si l'on donnait tout l'argent du théâtre à l'Odéon, charge à lui d'alimenter les théâtres de pro-

vince... Et sans culture, il n'y aura pas d'appétence du citoyen au débat.

Edwy Plenel

Quid du suivisme évoqué ? Nous pouvons y échapper avec Internet. Et pour être concret, à Médiapart par exemple, notre réponse à cette question du suivisme est, à côté du journal, la création de ce club, auquel chaque lecteur peut contribuer. Le journaliste n'est plus tout puissant, l'alerte d'un sachant devient possible, la contestation des affirmations d'un journaliste imparfait aussi.

Beaucoup de gens pensent encore que la légitimité d'une tribune citoyenne, d'un appel, passe obligatoirement par les média classiques, le monde, les échos, libé, etc. Songez pourtant qu'une tribune parue dans le monde peut espérer être lue in extenso par 5 000 ou 10 000 personnes au mieux alors que sur le net elle pourra atteindre 100 000 lecteurs.

C'est cela qui est devant nous comme partage de l'information. De vertical le journal devient horizontal. Cela nous bouscule évidemment tous, nous les journalistes et vous les savants. Il va aussi vous falloir descendre dans l'arène sans attendre qu'un journaliste publie votre interview ou votre tribune...

Quant à la question du secret, elle est bien illustrée par les propos du premier maire de Paris, Bailly, en 1789 qui disait : « *la publicité de la vie politique est la sauvegarde du peuple* ». Et à ce propos je pense que nous sommes une démocratie en retard. Le principe démocratique, c'est le droit du citoyen à l'information et le droit pour le citoyen d'informer le journaliste. En Suède c'est la règle : accès libre à l'information pour le citoyen et le journaliste qui révèle ses sources est puni, alors qu'en France on tente de découvrir la source du journaliste pour la sanctionner. Aux USA c'est le « *freedom of information act* » etc.

Voilà les questions politiques qui sont devant nous. Et nous y sommes relativement indifférents dans notre pays. On ne devrait pas avoir à être particulièrement courageux ou pugnace pour faire son métier de journaliste. Si c'est le cas c'est la démocratie qui est en danger.